

URGENT

PÉTITION ADRESSÉE AU CONSEIL FÉDÉRAL

HALTE AU GÉNOCIDE DU PEUPLE PALESTINIEN

NOUS NE POURRONS PAS DIRE :

«NOUS NE SAVIONS PAS !»

Devant le génocide qui se déroule depuis le 7 octobre dans la bande de Gaza, et devant les perpétuels actes de violences de l'État d'Israël à l'encontre du peuple palestinien, nous demandons au Conseil fédéral de :

1. Exiger de la part du gouvernement israélien l'arrêt immédiat des bombardements et des actions militaires dans la bande de Gaza
2. Exiger le rétablissement de l'approvisionnement en eau, en électricité et en fuel de la bande de Gaza
3. Exiger la libre circulation de tous les convois humanitaires en direction et dans la bande de Gaza
4. Renvoyer l'ambassadrice/l'ambassadeur d'Israël tant que les bombardements de civils se poursuivront.
5. Exiger la libération de tous les prisonnier·e·s palestinien·ne·s et la fin des détentions administratives

En tant que membre du Conseil de sécurité de l'ONU, nous demandons également que la Suisse

6. Demande la mise sous protection des Nations Unies de la bande de Gaza, avec création d'une force spéciale dédiée
7. Demande la prise de sanctions à l'égard de l'État d'Israël si celui-ci ne respecte pas le droit international

Nom	Prénom	Signature

Argumentaire succinct

L'escalade de violence contre les Palestinien·ne·s, associée à l'expansion des colonies israéliennes illégales, l'augmentation des attaques des colons israélien·ne·s contre les Palestinien·ne·s et les menaces répétées des dirigeant·e·s israélien·ne·s d'annexer le territoire palestinien et d'expulser la population palestinienne de Jérusalem-Est et de Cisjordanie, a exacerbé les tensions dans une situation où les Palestinien·ne·s n'ont aucun moyen de réaliser leurs droits garantis par le droit international. Comme l'ont souligné plusieurs autorités de l'ONU : les Palestinien·ne·s, y compris les réfugié·e·s, ont été dépossédé·e·s, séparé·e·s de force, dispersé·e·s et privé·e·s de leurs droits fondamentaux et inaliénables, tels qu'inscrits dans le droit international et les résolutions de l'ONU. Ces pratiques sont constitutives du crime d'apartheid au sens du droit international.

Depuis 2007, l'État d'Israël impose un blocus militaire draconien qui enferme deux millions de Palestinien·ne·s de la bande de Gaza dans une prison à ciel ouvert dans des conditions inhumaines. En 16 ans, Gaza à été victime de 6 offensives militaires massives de la part d'Israël qui ont fait des dizaines de milliers de mort·e·s et de blessé·e·s, dont une majorité de civils. Dans une politique criminelle qui a été qualifiée de vengeance, le gouvernement israélien a déclenché une nouvelle guerre dimanche dernier, lançant des frappes aériennes sur Gaza.

La Cisjordanie, et Jérusalem-Est sont occupées depuis 1967 et font face à une colonisation israélienne illégale croissante (+700'000 colons israéliens). Ces dernières années, l'accaparement israélien des terres palestiniennes est tel qu'il rend illusoire la « solution » à deux États. Il y a 75 ans, une grande partie du peuple palestinien a été chassée de ses terres ou tuée. Ce nettoyage ethnique, que les Palestiniens ont appelé la Nakba, a été réalisé par les milices sionistes et a mené à la création de l'Etat d'Israël. Les Gazaouis sont majoritairement des réfugié·e·s qui ont été chassé·e·s de leurs terres lors de la Nakba de 1948.

Le gouvernement israélien actuel d'extrême droite, le plus raciste et le plus fanatique qui soit, a intensifié son nettoyage ethnique, son siège, ses meurtres, ses incarcérations et l'humiliation quotidienne de millions de Palestinien·ne·s.

Face à l'occupation et à la colonisation illégale, face à la violation de leurs droits, les Palestinien·ne·s ont le droit de résister y compris par la lutte armée comme le stipule le droit international. L'inaction et la complicité des États-Unis, de l'Union Européenne et de la Suisse avec la politique israélienne, est responsable de l'impasse catastrophique actuelle. Notre empathie va vers toutes les victimes. Il ne peut y avoir de paix sans justice et sans droits égaux.

Signataires : Collectif Action Palestine Neuchâtel,

le